

Direction des Actions
de l'Etat

RECEPISSE DE DECLARATION n° 12.332
d'une installation classée pour la
protection de l'environnement

2ème Bureau

Loi n° 76.663 du 19 juillet 1976
Décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977

Installations classées pour la
protection de l'environnement



Le Préfet de Seine et Marne,

DONNE RECEPISSE A la S.A. CHENEL dont le siège social est à VANNES
92170, 70, rue Jean Bleuzen
de sa déclaration en date du 18 janvier 1988, complétée le 12 février
1988
concernant l'installation à MITRY MORY, zone industrielle 18 et 20, avenue
du 8 mai 1945 d'un dépôt couvert de matériel d'exposition (bois et fer) de
20.000 m³ et de 3 volucompteurs (1 FOD de 3 m³/h, 1 SCA de 3 m³/h et 1 GO
de 3 m³/h).

Les cuves enterrées en fosses maçonnées de 5.000 litres GO, 10.000 litres
FOD et 2.000 litres de SCA, ne sont pas actuellement assujetties à la
légalisation sur les installations classées.

RUBRIQUES :

Ces installations sont visées par les rubriques ci-après de la nomenclature
actuelle : 183 Ter 2° et 261 bis

PRESCRIPTIONS GENERALES

En application de la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations
classées pour la protection de l'environnement, le déclarant devra se
soumettre aux prescriptions générales ci-jointes ainsi qu'aux prescrip-
tions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité
des travailleurs.

Le présent récépissé de déclaration est délivré uniquement dans le cadre
de la législation des installations classées, il ne fait pas obstacle à
l'application de toute autre réglementation. A ce titre, le déclarant
aura à se pourvoir éventuellement auprès des autorités compétentes des
autorisations nécessaires (notamment, permis de construire, occupation
du domaine public, autorisation d'occupation du sol, application de la
réglementation d'urbanisme, de celle des lotissements, etc...).

MODIFICATION DE L'INSTALLATION (article 31 du décret)

Toute modification apportée par le déclarant à l'installation, à son
mode d'exploitation ou à son voisinage, entraînant un changement notable
des éléments du dossier de déclaration initiale doit être portée avant
sa réalisation à la connaissance du Préfet, qui peut exiger une nouvelle
déclaration.

296 BL

TRANSFERT DE L'INSTALLATION (article 31 du décret)

Tout transfert d'une installation soumise à déclaration sur un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

DELAÏ DE VALIDITE DU RECEPISSE (article 32 du décret)

La déclaration cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans, ou si son exploitation est interrompue pendant plus de deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

ACCIDENTS - INCIDENTS (article 38 du décret)

L'exploitant d'une installation soumise à déclaration est tenu de déclarer sans délai à l'inspecteur des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article 1er de la loi du 19 juillet 1976.

INFORMATION DES TIERS (article 27 du décret)

Le Préfet donne récépissé de la déclaration et communique au déclarant une copie des prescriptions générales applicables à l'installation.

Le Maire de la commune où l'installation doit être exploitée (à PARIS, le Commissaire de Police), reçoit une copie de cette déclaration et le texte des prescriptions générales. Une copie du récépissé est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la mairie (à PARIS, au Commissariat de Police) avec mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales. Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du Maire (à PARIS par ceux du Commissaire de Police).

A la demande de l'exploitant, certaines dispositions peuvent être exclues de cette publicité lorsqu'il pourrait en résulter la divulgation de secrets de fabrication.

MELUN, le 13 JUIN 1988

Le Préfet,

Pour le Préfet et par délégation
Le Directeur des Actions de l'Etat,

M. VAILLANT



Direction Interdépartementale de
l'Industrie et de la Recherche
Groupe de subdivisions de
Paris
15.11.11
10.04.07.00

TINATAIRES :

Le déclarant

Le Sous-Préfet de MEAUX

Le Maire de MITRY MORY

Le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours

Le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche d'Ile de France - PARIS -

Le Chef de Groupe de Subdivisions de Seine et Marne de la D.R.I.R. Ile de France - MELUN -

Le
ssier

rono

copie du présent récépissé est affichée pendant une durée minimum d'un mois à la Mairie, mention de la possibilité pour les tiers de consulter sur place le texte des prescriptions générales (application de l'article 27 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977).